Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 104 (1996)

Buchbesprechung

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 24.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Comptes rendus

Georges HERZOG, Élisabeth RYTER, Johanna STRÜBIN RINDISBACH et le Musée des beaux-arts de Berne, éd., *Im Schatten des Goldenen Zeitalters – Künstler und Auftraggeber im bernischen 17. Jahrhundert / À l'ombre de l'âge d'or – Artistes et commanditaires au XVIIe siècle bernois,* catalogue de l'exposition au Musée des beaux-arts de Berne, 1995, Berne 1995, 2 vol. de 334 et 405 p., nombreuses ill., bibliographie, index.

Moins d'une année après l'exposition consacrée aux dessins d'architecture du XVIIe siècle dans l'ancienne République de Berne (*cf. RHV* 1995), on a pu voir, à Berne également mais au Musée des beaux-arts, une autre belle exposition traitant du siècle précédent, resté longtemps, justement, « à l'ombre de l'âge d'or ». La thématique, très vaste, mais centrée sur les « commanditaires », se reflète encore dans deux volumes de catalogue, le premier illustrant les 253 objets présentés, avec leur notice et des textes introductifs, et le second contenant quatorze essais sur des sujets analogues ou apparentés.

Pour cette époque, qui faisait l'éloge de l'ordre et voyait le monde comme un grand théâtre où chaque être avait un rôle bien précis à tenir, le propos de cette exposition fut de restituer l'image que la classe dominante bernoise avait alors voulu donner d'elle même. Après une introduction sur les références et la formation, intellectuelles et philosophiques, de l'élite bernoise, formation qui était acquise souvent à l'étranger, plusieurs articles sont consacrés aux représentations de l'État : héraldique, allégories, scènes de l'activité administrative, vues de la ville de Berne bien sûr, mais aussi d'autres villes et châteaux du pays – dont plusieurs de la «provinces» vaudoise –, cartographie, projets utopiques de fortifications. Mais l'on entre aussi dans l'intimité de la classe dirigeante par l'étude de plusieurs types de portraits : ceux des personnes (volontairement peu expressifs jusqu'à l'apparition d'une nouvelle sensibilité piétiste à la fin du siècle), puis ceux des châteaux et maisons

de campagne entourés de leurs grands domaines (les toiles d'Albrecht Kauw surtout, où figure notamment Valeyres-sous-Rances) et enfin ceux des produits de ces terres; de nombreuses natures mortes représentent, avec une précision scientifique, aux côtés des fruits indigènes les plus variés, les figues, melons ou asperges nouvellement acclimatés et qui faisaient la fierté des propriétaires.

Si la plupart des familles de l'oligarchie respectent les règles de retenue en matière de luxe, quelques personnages hors normes fournissent de beaux sujets d'étude, tels le bailli de Moudon Vincenz Wagner, seigneur de Duillier, qui laisse au moment de sa mort – et de sa faillite – plus de trois cents tableaux dans sa maison de Berne, ou le colonel Albrecht von Wattenwyl qui fait construire dès 1666 à Oberdiessbach le premier château de style français que l'on connaisse sur l'actuel territoire du canton de Berne, au décor intérieur extraordinairement riche.

Autour du noyau lourd de l'oligarchie gravitent de nombreux artistes, dont des études récentes ont permis d'identifier et de regrouper les œuvres : la dynastie des peintres-architectes Heintz, Plepp et Dünz, les peintres Albrecht et Gabriel Kauw, très actifs à Berne et qui se firent octroyer le monopole de l'importation de gravures étrangères, les peintres et érudits Wilhelm Stettler et Joseph Werner. Leurs carrières furent très variées selon leurs origines et leurs tempéraments, mais on voit se dessiner un intéressant réseau de relations à la fois entre eux et avec les principaux centres de production européens, soit avec les Merian à Francfort ou les Meyer à Zurich. On comprend mieux la diversité de leurs intérêts et de leurs talents, leurs ambitions sociales et intellectuelles.

Comme on l'a vu, l'ancienne « province » vaudoise n'a pas été oubliée dans ce travail. En plus des rencontres iconographiques ou biographiques fortuites, on y trouve la narration peinte de l'histoire d'Yverdon, par laquelle les autorités locales tentaient de s'affranchir – du moins pour ce qui était du passé – de l'emprise bernoise, alors que trente ans plus tard, LL.EE. faisaient dresser autour de cette même ville d'ambitieux projets de fortification bastionnée. Quant à la noblesse vaudoise, elle est illustrée par la famille Loys, qui chercha elle aussi à affirmer son pouvoir, notamment par d'intéressantes réalisations architecturales.

Plusieurs contributions sont donc en français, de même que les résumés des articles rédigés en allemand, ce qui permet à chacun d'accéder aux recherches menées de l'autre côté de la frontière linguistique. Il est à souhaiter que ce type de collaboration, fructueuse pour les deux régions, se reproduise.

On regrette que toutes les richesses rassemblées n'aient pu resplendir que quelques semaines sous les feux des cimaises, mais les deux volumes

de catalogue permettront certainement de dissiper en bonne partie l'ombre qui entoure ce XVIIe siècle « bernois », dur souvent, peut-être, mais beaucoup plus vivant que l'on a pu croire.

Monique Fontannaz

François WALTER, *La Suisse urbaine 1750-1950*, Zoé, Genève 1994, 449 pp.

C'est une lacune de l'historiographie helvétique que vient combler avec brio l'étude de F. Walter, professeur d'histoire nationale et régionale à l'Université de Genève. En effet, jusqu'alors, la prise en considération du fait urbain, particulièrement pour les XIXe et XXe siècles, n'avait que très peu retenu l'attention des historiens de notre pays.

L'attente n'aura pas été vaine. Avec *La Suisse urbaine 1750-1950*, F. Walter nous offre un ouvrage exemplaire sur « la pratique que les sociétés ont de leur territoire » (p. 446). Loin des études qui n'ont d'urbain que le cadre, l'auteur confère à l'espace un rôle de variable explicative. Aussi se propose-t-il d'envisager la ville sous l'angle des interrelations entre l'espace et les rapports sociaux, l'ambition avouée étant celle d'une «histoire des usages sociaux de la ville» (p. 17).

Son ouvrage se compose de trois parties ; la première s'intéresse au « fait urbain », tandis que les deux suivantes traitent des « questions » urbaines en tant que telles, « selon une logique de relations entre pratiques et représentations » (p. 17), le terme représentation désignant « aussi bien les idées et les images produites par les habitants des villes que les désirs et les émotions qu'ils ont ressentis face au bouleversement de leur espace familier » (p. 16).

La première partie vise à rendre intelligible le « fait urbain » à travers un certain nombre de facteurs historiques explicatifs de l'urbanisation. Ainsi la ville ne prend-elle sens qu'envisagée dans sa relation avec son territoire. L'imbrication croissante, complexe et différentielle des territoires urbains sous l'effet de la croissance démographique et du développement économique contraint l'historien à user d'autres concepts : il ne parlera plus d'armature, mais de réseau urbain. Quant à la constitution des grands réseaux (chemin de fer, électricité et capital), elle agit sur l'organisation du territoire aussi bien à l'échelle nationale, régionale (hiérarchisation), qu'à l'intérieur des villes elles-mêmes (polarisation interne). Il y a donc des « logiques économiques du fait urbain » (chapitre 2) qui échappent à l'action volontariste des acteurs sociaux.

La deuxième partie, « la ville, espace vécu », s'attache à comprendre les rapports que les sociétés ont entretenus avec le milieu urbain, en tant qu'espace social et espace vécu. Que ce soit dans la vie quotidienne, à travers les différentes formes de sociabilité, ou dans les manifestations du pouvoir, les rapports sociaux s'inscrivent de façon visible sur le tissu urbain ; en écho, les transformations de l'espace urbain (le décloisonnement des villes en est un exemple) influent sur la relation à la ville des acteurs sociaux, ainsi qu'en témoigne le développement des cultures urbaines. Cette dialectique peut être illustrée par la problématique de la ségrégation spatiale et sociale dans la ville moderne, problématique qui renvoie inéluctablement à une question centrale de l'ouvrage, celle du logement.

La troisième partie, intitulée « la ville, espace géré », s'attache à peser et apprécier l'ensemble des interventions volontaires et concertées, ainsi que leurs modalités sur le tissu urbain. Loin d'être un but en soi, l'étude de ces interventions ne trouve sa finalité que dans une mise en contexte qui seule permet de déterminer les motifs et les enjeux des savoirs et actions sur l'espace. En effet, les interventions sur le tissu urbain répondent toujours à des intérêts. F. Walter nous invite également à noter l'énorme décalage entre le caractère continu des réflexions sur la ville (qu'elles émanent de médecins, d'architectes ou d'urbanistes) et celui, discontinu, des interventions sur le territoire urbain. L'influence de l'espace urbain est plus obscure; de toute évidence, la structuration du tissu urbain conditionne les interventions et limite par là même les intervenants dans leur action. Nanti de cette problématique, F. Walter peut alors entreprendre de raconter le cadre des premières interventions sur la ville, l'invention de l'urbanisme (le passage du plan d'alignement à celui d'extension) ou le bricolage des villes.

Par sa problématique (sur laquelle nous avons axé notre compte rendu), l'œuvre de F. Walter s'inscrit dans la droite ligne des réflexions novatrices sur l'histoire urbaine. La solidité conceptuelle et méthodologique de la démarche ne doit en aucun cas passer sous silence la richesse et la diversité du propos. Adoptant une approche synthétique, l'auteur alterne opportunément mise en perspective, comparaison, ou illustration.

Et F. Walter d'arriver, entre autres conclusions, au paradoxe suivant : le souci de maîtriser l'urbanisation, dans un pays à l'idéologie anti-urbaine fortement marquée, aboutit à l'éviction de l'espace urbain des préoccupations politiques au sens large.

Claude Lutzelschwab

Laurent TISSOT, *Politique, société et enseignement supérieur dans le canton de Vaud. L'Université de Lausanne 1890-1916.* Lausanne, Payot et Université de Lausanne, 1996, «Études et documents pour servir à l'histoire de l'Université de Lausanne», XXXIII, 400 p. (Préface d'André Lasserre).

Constituée en bonne partie d'ouvrages de circonstance publiés à l'occasion d'un anniversaire de l'institution, l'historiographie des universités suisses manifeste ce qu'un historien anglo-saxon a judicieusement appelé le « jubilee syndrome ». Il en va de même du renouveau important qu'elle a connu depuis une quinzaine d'années : après le livre d'Edgar Bonjour sur l'Université de Bâle, les études collectives consacrées aux établissements de Zurich, Berne et Fribourg et l'ouvrage de Marco Marcacci sur le genevois ont poursuivi cette « tradition ».

L'Université de Lausanne n'échappe pas à la règle. Le quatre cent cinquantième anniversaire de la Haute École en 1987 a fourni l'occasion de publier une dizaine de travaux s'inscrivant dans une histoire des disciplines (dans la collection *Études et documents pour servir à l'histoire de l'Université de Lausanne*). Dans le cadre du centenaire de l'Université, un groupe de recherche pluridisciplinaire fut mis sur pied et chargé de baliser un siècle d'histoire ; après la parution d'un ouvrage de synthèse rédigé par son président, l'ancien recteur André Delessert, voici la publication du premier travail de ce groupe de recherche. *Politique, société et enseignement supérieur dans le canton de Vaud* est donc, lui aussi, un livre de circonstance.

Deux tentations guettent les auteurs de tels ouvrages, et quiconque a parcouru l'historiographie des hautes écoles suisses et de la lausannoise admettra leur présence bien réelle : celle de l'annaliste qui accumule les anecdotes et juxtapose des événements singuliers ; une vision téléologique qui fait de l'histoire d'une université un mouvement naturel aboutissant logiquement au présent, et de l'anniversaire d'aujourd'hui la conséquence prévisible et inévitable de l'événement célébré.

Ses travaux antérieurs mettaient Laurent Tissot à l'abri de la première. Mais le double objet de sa présente étude se prêtait à la reproduction d'une vision téléologique. La transformation de l'Académie en Université en 1890 (pp. 17-103), puis la croissance remarquable de l'institution jusqu'en 1916 (pp. 105-333) ne constituaient-elles pas l'aboutissement logique et inéluctable de l'histoire de l'Académie, le mouvement naturel d'un établissement destiné à s'étendre continûment ? Sans doute peut-on facilement le concevoir, et Laurent Tissot en est pleinement conscient, lui qui tient à se démarquer explicitement et d'entrée de jeu (pp. 13-14)

d'une telle perspective. Qu'il y soit, ensuite, parvenu dans son étude doit bien être tenu pour un de ses mérites majeurs. Et s'il a pu le faire, c'est assurément parce que – autre mérite – il a su rompre avec une histoire purement interne de l'institution, qui en fait une entité se développant de façon autonome, pour l'inscrire dans son environnement politique et social, et qu'il s'est appuyé sur une base documentaire diversifiée (archives de l'Université, du Département de l'instruction publique et des cultes, de la commune de Lausanne, fonds privés), souvent inédite – quoique parfois lacunaire, il le relève – et surtout bien mise en valeur par une analyse rigoureuse et nuancée.

La première partie de l'ouvrage, consacrée à la création de l'Université, est connue des lecteurs de la *Revue historique vaudoise* par l'article de synthèse que l'auteur y a publié (1988, pp. 53-79). Attardons-nous donc davantage sur la seconde. L'auteur y analyse tout d'abord divers mouvements de croissance, en insistant sur les facteurs qui les ont stimulés (le quintuplement du nombre des étudiants a eu un effet puissant sur l'extension immobilière, bien moindre sur le développement des enseignements) et en montrant qu'ils n'ont été ni linéaires ni homogènes. La démonstration passe notamment par une décomposition – à laquelle des travaux similaires ne procèdent malheureusement pas toujours – des deux protagonistes, les milieux politiques et l'Université, en plusieurs acteurs individuels ou collectifs, animés d'intérêts parfois contradictoires, entrant dans des rapports de forces souvent changeants. Cela est bien mis en évidence dans l'étude de l'édification du Palais de Rumine, pierre angulaire du développement immobilier (pp. 114-135) ; révélatrices des tensions et mutations qui affectaient la société vaudoise, les divergences et confrontations se sont multipliées, entre radicaux et libéraux, entre Ville de Lausanne et Conseil d'État, et même dans le corps professoral, pourtant largement tenu à l'écart des discussions. De même dans l'analyse de la création de l'École des sciences sociales et de l'École des hautes études commerciales en mai 1911 : le soutien d'un professeur de renom, Vilfredo Pareto, fut décisif pour la première, mais il ne suffit pas à empêcher le maintien de cette école dans un «état d'infériorité» (p. 264), notamment sur le plan légal, face à sa consœur dont l'enseignement plus pratique et plus utilitaire correspondait mieux aux vues des autorités politiques. Dans la question complexe du développement des enseignements, Laurent Tissot fait justice aussi bien de la conception d'un développement spontané ou naturel que de celle qui y voit le résultat d'un projet clair et défini. Que le pouvoir politique soit resté, en la matière, d'une « discrétion absolue sur ses motivations » (p. 154) n'empêche pas de reconstruire une « hiérarchie des facultés » (p. 272) – la médecine, les

sciences et le droit, qui donnaient à l'Université une teinte fortement pratique et utilitaire, ayant été favorisées, contrairement aux lettres et à la théologie –, ni des modalités d'institutionnalisation de nouvelles disciplines (p. 274), que ce soit « par le haut » avec des professeurs en place ajoutant des disciplines nouvelles à leur programme ou « par le bas » avec des privat-docents. L'absence de motivations exprimées ne signifie pas l'absence de logiques sous-jacentes, souvent plus significatives.

Le dernier chapitre est consacré à l'examen des «crises de croissance». Assurément la politique universitaire en matière d'immatriculations – fermeté envers les ressortissants vaudois, indulgence envers les autres (p. 287) – a touché l'ensemble de l'établissement et a engendré des problèmes sur plus d'une décennie. L'auteur admet pourtant lui-même que les difficultés les plus graves, celles pour lesquelles on devrait, à notre avis, réserver le qualificatif de crise, ont affecté essentiellement la Faculté de médecine (p. 289), confrontée à un afflux d'étudiantes russes. La destitution, en 1908, des professeurs Ludwig Kühlenbeck et Max van Vleuten pour cause d'insubordination, seconde crise analysée par l'auteur, a certes secoué profondément les milieux politiques et universitaires et a poussé l'État à mettre fin à la nomination à vie des professeurs ordinaires. La croissance de l'institution et les crises qu'elle peut engendrer sont pourtant moins en cause ici que les options pangermanistes, manifestées avec vigueur et excès, des deux professeurs. Crises il y a donc, mais localisées et limitées, croissances aussi, mais multiples – l'étude le démontre : le titre de la seconde partie «croissance et crise» aurait mérité le pluriel.

Une notion revient périodiquement, en particulier dans les conclusions de chapitre, celle d'autonomie universitaire. Laurent Tissot évite bien les poncifs en la matière, mais pas toujours les formulations peu heureuses, comme celle-ci : «la constitution d'une autonomie partielle de l'Université sur la question des enseignements» (p. 275). Une analyse conceptuelle, même brève, aurait été bienvenue, et aurait peut-être permis de clarifier une hypothèse centrale du travail, solidement étayée et abondamment illustrée par ailleurs : l'institution créée par les radicaux en 1890 a été «intellectuellement calquée sur le modèle de l'université libérale allemande, mais structurellement rattachée à une conception autoritaire et centralisatrice de l'exercice du pouvoir» (p. 336). Cette distinction renvoie, en effet, à deux domaines clairement différenciés de l'autonomie universitaire, que Rolf Deppeler, le seul auteur à avoir engagé, en Suisse, une réflexion approfondie sur cette question, a bien mis en évidence : la liberté d'enseignement et de recherche, droit individuel de chaque universitaire ; les règles de fonctionnement institutionnel permettant à l'Université de s'auto-administrer.

Ces remarques n'enlèvent rien à la qualité d'un travail qui éclaire non seulement les débuts de l'Université de Lausanne, mais encore la société et les milieux politiques vaudois de l'époque. Manifestation du « jubilee syndrome », cette histoire universitaire est pourtant, d'abord, un ouvrage de référence qui participe, et de manière exemplaire, de l'histoire du canton de Vaud.

François Wisard

Béatrice VEYRASSAT, *Réseaux d'affaires internationaux. Émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève 1994, Droz/Centre d'histoire économique internationale, 532 p.

Dès le XVIIIe siècle, le commerce extérieur tient un rôle prépondérant dans l'essor économique de la Suisse. Ce caractère extraverti s'explique avant tout par l'exiguïté de son territoire. L'insuffisance du marché intérieur a très tôt contraint ses habitants à trouver, sous d'autres latitudes, les débouchés et les marchés nécessaires à l'écoulement des produits. En outre, d'autres facteurs ont renforcé cette donnée, en particulier les contraintes politico-conjoncturelles. Au cours de la première moitié du XIXe siècle notamment, le protectionnisme européen a agi sur l'économie helvétique en la forçant à réorienter ses flux commerciaux. La libéralisation du transit français en 1831-32 permet une percée notable vers les marchés d'outre-mer, particulièrement les marchés américains qui deviennent, jusque dans les années 1860, les véritables poumons de l'industrie suisse.

Sur un sujet largement commenté dans l'historiographie, Béatrice Veyrassat apporte une contribution stimulante et convaincante. En liant les problématiques de l'histoire du commerce à celles des émigrations et en privilégiant une approche individualiste au détriment des perspectives quantitatives lourdes adoptées dans la plupart des cas, elle reconstitue les réseaux commerciaux qui assurent cette expansion commerciale. Grâce aux importants fonds consulaires déposés aux Archives fédérales ainsi qu'à quelques archives d'entreprises, elle dissèque les processus qui président à la création de firmes et à l'implantation de filiales helvétiques aux Amériques tout en tenant compte de la spécificité de cet essaimage : marchand, industriel ou financier. Dans cette perspective, les corrélations dégagées entre, d'une part, les crises de la première moitié du XIXe siècle en Suisse et les temps forts de ces migrations, et d'autre part entre l'origine géographique des négociants et les centres de gravité de l'industrialisation suisse, conduisent à privilégier les *push-factors* sur les *pull-factors* pour

cerner les explications de ces mobilités. En d'autres termes, loin d'être conduite par des visées expansionnistes, que l'on retrouve avec force dans d'autres contextes, cette expansion commerciale s'opère sous le coup des nécessités économiques. À cet égard, l'essaimage sainte-crix offre un bel exemple de ces contraintes dont B. Veyrassat a rendu compte dans une autre contribution[1].

En relation avec la question migratoire, cette étude parvient à dégager l'action complémentaire de deux types de migrations : l'émigration de masse, généralement agraire, pauvre, souvent définitive, et l'émigration individuelle, « non agraire et temporaire », plus professionnelle et réfléchie dans son approche, mais aussi plus élitaire sociologiquement. Mais comme on peut le voir dans le cas du Brésil entre 1815 et 1820 ou dans celui du Mexique des années de l'indépendance, ces deux types de migrations peuvent se rejoindre et se superposer, poussant ainsi à la constitution de mobilités très bigarrées et très disparates.

Dans tous les cas, ces mobilités s'affirment par des réseaux, des solidarités et des amitiés qui engendrent des relations commerciales actives entre la Suisse et les pays d'outre-mer, que ce soit l'internationale protestante des affaires, l'essaimage horloger du Jura ou l'essaimage textile de la Suisse orientale. À la lecture des précieuses listes des négociants immigrés et des firmes fondées, on découvre d'ailleurs que les Vaudois n'y sont ni les moins nombreux ni les moins actifs.

Dans une perspective économique, Béatrice Veyrassat montre aussi les importants bénéfices que l'économie suisse a retirés de ces marchés. Certes les débouchés latino-américains ont surtout assuré un rôle de « volant régulateur » en « offrant [...] une solution de rechange aux marchés qui se fermaient en Europe » (p. 345). Mais dans le même temps, outre la création de nouveaux liens économiques, cette expansion a été une stimulation pour la croissance économique de la Suisse et pour sa production industrielle, ainsi que pour la formation d'un *know-how* commercial. Elle a ainsi aidé à la formation d'une « culture de marchés » à propos de laquelle on a peut-être trop hâtivement conclu que les milieux économiques suisses en étaient complètement dépourvus ou s'en étaient désintéressés parce que misant uniquement sur les avantages de l'excellence technique. Leur capacité d'adaptation aux exigences des marchés de masse américains et des marchés spécialisés de l'Asie en est la preuve manifeste.

---

[1] « De Sainte-Croix à Rio de Janeiro : fromages et absinthe, dentelles et musiques contre café (1820-1840) » In *Mélanges d'histoire économique offerts au Professeur Anne-Marie Piuz*. Études réunies par MOTTU-WEBER et ZUMKELLER. Genève, 1989, pp. 267-280.

Cette expansion témoigne surtout de la force des réseaux commerciaux mis en place et capables de transmettre les informations utiles sur l'évolution des goûts des clientèles.

La lecture de cet ouvrage renforce la thèse de l'existence d'un modèle d'industrialisation helvétique. Mais loin de l'héroïsme dont on a souvent gratifié ses acteurs pour conquérir des débouchés aussi éloignés, Béatrice Veyrassat nous peint avec finesse un monde très disparate où se côtoient les trajectoires les plus obscures et les plus humbles, mais aussi les plus réussies et les plus enivrantes.

Laurent Tissot